

Audience publique extraordinaire du 1^{er} octobre 2013

Recours formé par Monsieur ..., ...,
en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en matière de relevé de déchéance

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 33380 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 24 septembre 2013 par Maître Michel NICKELS, avocat à la Cour, assisté de Maître Namik RAMIC, avocat, tous les deux inscrits au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Bosnie-Herzégovine), de nationalité bosnienne, demeurant actuellement à L-..., tendant au relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai de 15 jours pour agir à l'encontre d'une décision 6 août 2013 du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration ayant statué sur le bien-fondé de la demande de protection internationale de Monsieur ... dans le cadre d'une procédure accélérée sur base de l'article 20 (1), a), b) et c) de la loi du 5 mai 2006 et ayant rejeté sa demande comme non fondée, tout en lui enjoignant de quitter le territoire dans un délai de trente jours ;

Vu la convocation du 26 septembre 2013 des mandataires des parties en chambre du conseil en date du mardi 1^{er} octobre 2013, à 11 heures ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Namik RAMIC et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline JACQUES en leurs plaidoiries en la chambre du conseil en date du 1^{er} octobre 2013.

Le 27 juin 2013, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après « la loi du 5 mai 2006 ».

Monsieur ... fut entendu le 16 juillet 2013 par un agent du ministère des Affaires étrangères, Direction de l'Immigration sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 6 août 2013, notifiée le 30 août 2013, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, désigné ci-après par « le ministre », informa Monsieur ... qu'il avait été statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée sur base de l'article 20 (1), a), b) et c) de la loi du 5 mai 2006 et que sa demande avait été refusée comme non fondée, tout en lui enjoignant de quitter le territoire dans un délai de trente jours.

Le 24 septembre 2013, Monsieur ... a fait déposer une requête tendant au relevé de la déchéance de son droit d'agir en justice résultant de l'expiration du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la prédite décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 6 août 2013.

A l'appui de sa demande, il expose avoir contacté le 5 septembre 2013 téléphoniquement son mandataire, Maître Namik RAMIC, afin de l'informer de la décision de refus et de le charger d'introduire un recours contre la décision ministérielle précitée, mais que son mandataire ne serait *« rendu compte du délai prévu par l'article 20 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection qu'en date du 24 septembre 2013 »*.

Il estime dès lors tomber dans le champ d'application de la loi modifiée du 22 décembre 1986 relative au relevé de la déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice, alors qu'il aurait été dans l'impossibilité d'agir antérieurement et que sa requête tendant au relevé de la déchéance aurait été introduite endéans un délai de 15 jours à partir de la date où son mandataire se serait rendu compte de son négligence. A ce propos, il cite encore un extrait des débats de la Chambre des Députés à l'occasion de l'adaptation de la loi du 22 décembre 1986, aux termes desquels *« Gerichter hun och schon decidéiert, dass déchéance spillt, souguer am Fall, wou d'Verspéidung op eng Noléissegkeet vum Mandataire zeréck ze féieren ass »*.

Or, comme il estime que le retard de l'introduction du recours ne lui serait pas imputable, de sorte qu'il ne devrait pas supporter les conséquences de la négligence de son mandataire, sa requête en obtention d'un relevé de déchéance devrait être recevable.

Le représentant étatique a conclu à l'audience au rejet de la demande en relevé de la déchéance.

D'après l'article 1^{er} de la loi modifiée du 22 décembre 1986 relative au relevé de déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice *« si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut, en toutes matières, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir »* ; d'après l'alinéa 1^{er} de son article 2 *« le relevé de la forclusion est demandé par requête à la juridiction compétente pour connaître de l'action pour laquelle le relevé de la forclusion est sollicité »* tandis que l'article 3 de la même loi porte en son alinéa 1^{er} que *« la demande n'est recevable que si elle est formée dans les quinze jours à partir du moment où l'intéressé a eu connaissance de l'acte faisant courir le délai ou à partir de celui où l'impossibilité d'agir a cessé »*.

Il est constant en cause que le demandeur, s'étant vu notifier la décision ministérielle précitée du 6 août 2013 le 30 août 2013, a eu connaissance de l'acte qui a fait courir le délai.

Ainsi, le demandeur ne rentre pas dans les prévisions du premier cas d'ouverture d'un relevé de déchéance prévu par la loi.

L'article 1^{er} de la loi précitée du 22 décembre 1986 prévoit néanmoins un autre cas d'ouverture pouvant donner lieu au relevé de déchéance, à savoir l'hypothèse dans laquelle,

bien que le demandeur ait eu connaissance de l'acte en question, il était dans l'impossibilité d'agir.

Le demandeur se prévaut sous ce rapport du fait qu'il aurait bien donné ses instructions à son mandataire, mais que celui-ci n'aurait pris connaissance du délai pour agir que 20 jours (!) après avoir été contacté par le demandeur, de sorte qu'il se placerait dans le cadre du second cas d'ouverture pouvant donner lieu au relevé de déchéance prévu par la disposition légale précitée, appelant le tribunal à examiner si le demandeur a été dans l'impossibilité d'agir.

Au titre de l'impossibilité d'agir, la carence ou la négligence du mandataire n'est toutefois pas de nature à tenir en échec les délais d'ordre public. Dans ce contexte, il convient de rappeler que dans l'hypothèse où un mandataire a été chargé par une personne en vue de l'introduction d'un recours dans une matière dans laquelle le droit de postulation d'un professionnel est la règle, comme celle sous rubrique, réservant aux avocats à la Cour le monopole des recours à intenter au fond contre des décisions administratives individuelles, l'impossibilité d'agir n'est en principe pas donnée, lorsque le mandat pour agir a été conféré en temps utile au professionnel par le justiciable concerné, sauf hypothèse exceptionnelle d'éléments irrésistibles vérifiés dans le chef dudit mandataire¹.

Or, s'il n'est pas contesté en l'espèce que le demandeur a chargé en temps utile un mandataire - en l'occurrence Maître Namik RAMIC - pour introduire un recours contentieux - encore qu'il eut été loisible à Monsieur ..., à défaut de nouvelles de son avocat, de le recontacter afin de s'assurer que celui-ci ait bien introduit un recours -, il n'en reste pas moins que ledit recours contentieux n'a pas été déposé au greffe du tribunal administratif et que le mandataire n'a pas établi un quelconque élément irrésistible dans son chef l'ayant empêché de déposer en temps utile un recours, le litismandataire s'étant d'ailleurs également vu notifier la décision ministérielle du 6 août 2013.

Le tribunal tient particulièrement à relever qu'il ne saurait être admis que l'incurie d'un avocat, susceptible au plan civil d'être qualifiée de faute professionnelle grave, qui non seulement a omis d'agir en temps utile, mais qui encore, bien qu'en possession de la décision administrative lui expédiée le 2 septembre 2012, a omis de vérifier le délai ouvert pour agir en justice, délai figurant explicitement en toutes lettres et en gras sur ladite décision, puisse servir de prétexte à contourner des délais imposés par le législateur sous peine de forclusion : à cet égard, le tribunal relève encore que la citation mise en avant par le mandataire du demandeur souligne précisément cette évidence, et non, comme erronément allégué, que la négligence d'un avocat serait de nature à battre en brèche l'échéance résultant du non respect d'un délai contentieux.

Il s'ensuit que le deuxième cas d'ouverture du relevé de déchéance est à son tour non vérifié en l'occurrence.

Partant, la requête en obtention d'un relevé de déchéance n'est pas fondée.

Par ces motifs,

¹ cf. trib. adm. 2 octobre 2000, n°12174 du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 242 et autres références y citées.

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement et sans recours,
déclare la demande en relevé de forclusion irrecevable ;
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique extraordinaire du 1^{er} octobre 2013 par :

Marc Sünnen, premier vice-président,
Thessy Kuborn, premier juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier en chef Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Marc Sünnen